

May/Mai 1979

## LIBRARY

### Greece's Accession Treaty Signed

### Signature du Traité d'adhésion de la Grèce

Lorenzo Natali, Vice-president of the EC Commission, responsible for enlargement, and Constantine Karamanlis, Prime Minister of Greece

M. Lorenzo Natali, vice-président de la Commission de la C.E. responsable de l'élargissement, en compagnie de M. Constantin Karamanlis, premier ministre de Grèce.



Greece is to become the tenth member of the European Community on New Year's Day, 1981. The treaty of accession was signed in Athens on 28 May.

La Grèce va devenir le dixième membre de la Communauté européenne le 1er janvier 1981. La signature du Traité d'adhésion a eu lieu à Athènes le 28 mai 1979.

The accession treaty must be ratified by the parliaments of the existing nine member states.

Le Traité d'adhésion doit maintenant être ratifié par les parlements des neuf Etats membres.

Under the terms of the final agreement, Greece will have a transitional period of five years, starting on 1 January 1981, to align its laws on most Community rules.

Aux termes de l'accord conclu, la Grèce bénéficiera d'une période transitoire de 5 ans à partir du 1er janvier 1981, afin de pouvoir s'aligner entièrement sur la plupart des règles communautaires.

When it joins the Community the Greek government will have the right to nominate one member of the Commission, bringing its membership to fourteen. Greece will have 24 members in the European Parliament from the date of accession. It would be up to the Greek government to decide whether, for the life of the first Parliament, which will run until June 1984, they should be directly elected, like the members from the other nine countries, or whether they should be nominated from among members of the Greek parliament.

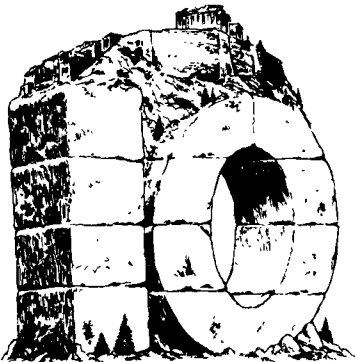
Lorsque la Grèce sera entrée dans la Communauté, le gouvernement grec aura le droit de nommer un membre de la Commission, ce qui portera le total de ses membres à quatorze, et la Grèce aura 24 députés au Parlement européen. Il appartiendra au gouvernement grec de décider si ces députés seront, pour le premier Parlement qui sera élu en juin 1979 et dont le mandat ira jusqu'à juin 1984, également élus au suffrage direct ou s'ils seront nommés parmi les députés du Parlement grec.

Greece will have equal representation with the other member states in the Council of Ministers, whose membership will be increased to 10. Where the Council acts by qualified majority, Greece will have five votes out of a total of 63 and the majority will be increased from 41 to 45 votes.

La Grèce sera aussi représentée au Conseil des ministres, dont le nombre va passer à dix. Pour les votes nécessitant une majorité qualifiée, la Grèce disposera de 5 voix sur un total de 63. Le nombre de voix nécessaires pour avoir la majorité passera de 41 à 45 voix.

Greece will nominate one member of the Court of Justice and one member of the Court of Auditors, which scrutinizes EC expenditure.

La Grèce nommera également un membre à la Cour de justice et un membre à la Cour des comptes chargée de vérifier les dépenses communautaires.



## EC Concessions For Canada's Fish



The EC is a large, potential market for Canadian fish

Source Fisheries and Oceans Canada

La C.E. un important marché pour les produits de pêche canadiens

Source Pêches et Océans Canada

EC tariff concessions in the GATT "Tokyo Round" trade talks should enable Canada to export more fish and fish products to Europe, Johannes van Rij, First Secretary (Commercial) of the EC Commission Delegation, told a Halifax audience in April.

At the same time, he said, the EC could provide Canada with considerable expertise in operating fleets and processing catches on board. Mr. van Rij thought Canada could be generous in sharing its fishing surplus with other countries, particularly those in the EC.

Exports of salmon, lobster and frozen fillets of ground fish would benefit, he said. At the same time, Canadian exporters should improve their marketing expertise, if they wanted an increased share of the EC market.

## La C.E. fait des concessions en faveur du poisson canadien

Les concessions tarifaires de la C.E. aux négociations du GATT devraient permettre au Canada de pouvoir exporter davantage de produits de son industrie de la pêche vers la Communauté européenne. C'est ce qu'a déclaré, à Halifax, M. Johannes van Rij, premier secrétaire de la Délégation de la Commission de la C.E. chargé des questions commerciales.

M. van Rij a par ailleurs déclaré que la C.E. pourrait faire bénéficier le Canada de sa grande expérience des flotilles de pêche et du traitement des prises à bord. M. van Rij estime que le Canada pourrait se montrer généreux en partageant ses excédents de pêche avec d'autres pays dont, notamment, ceux de la C.E.

Les exportations de saumons, de homards et de poissons de fond en filets congelés pourraient de même bénéficier d'un tel arrangement. Parallèlement, les exportateurs canadiens devraient raffiner leurs techniques de mise en marché afin de mieux pénétrer les marchés de la C.E.

## Vegetable Oil, Fruit Are Main EC Farm Imports

As a group of countries, the Community is remarkably self-sufficient when it comes to supplying the food needs of its inhabitants. This is the result of factors, such as climate and soil and, to a certain extent, the EC Common Agricultural Policy (CAP). Apart from ensuring that EC farmers produce enough of the type of food they can grow, the CAP enable the nine member states to sell freely to one another and thus complement each other's production.

This self-sufficiency is not spread evenly among the nine countries. For example, the French have almost twice the wheat they need to bake their bread, while Ireland has just over half. Nevertheless, taken as a whole, the Community is more than self-sufficient in this product.

Trade agreements with certain non-member countries help bolster supplies. Some of these even allowed for imports into the Community during 1978, although the domestic market was saturated. This was the case for butter from New Zealand and sugar from the African, Caribbean and Pacific (ACP) countries, with which the Community has special agreements.

Meat is not scarce in the Nine. Total production is only a few per cent below total needs, while for pork and poultry it is more than enough. This is mainly because the Dutch and Danes breed two to three times more poultry and pigs than their domestic populations require.

The EC also grows almost all the vegetables it needs. Four per cent of the Community's most widely eaten vegetable, potatoes, must be imported.

## Le garde-manger de la Communauté

La pénurie alimentaire n'est pas pour demain, dans la Communauté: celle-ci produit presque toutes les denrées agricoles dont ont besoin ses habitants. Cette autonomie est due à la fertilité des sols et à la douceur des climats; mais aussi, dans une certaine mesure, le mérite en revient à la politique agricole commune. Grâce au marché commun, en effet, les neuf pays de la Communauté européenne commercent librement entre eux et peuvent compléter l'un chez l'autre leur approvisionnement.

Le degré d'indépendance alimentaire n'est pas identique dans les neuf pays. Les Irlandais, par exemple, ne produisent que la moitié du blé tendre qu'exige leur consommation de pain. Les Français, en revanche, récoltent deux fois plus de blé qu'il ne leur en faut. Et l'ensemble de la Communauté dispose d'assez de blé tendre pour ne rien devoir acheter à l'extérieur.

Le jeu des accords commerciaux avec des pays non membres de la Communauté permet aussi d'augmenter les réserves alimentaires. Mais il arrive parfois que la Communauté donne à ses partenaires la possibilité d'exporter chez elle des produits dont le marché est déjà saturé: l'année dernière, ce fut le cas pour le beurre de Nouvelle-Zélande, et le sucre provenant de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique avec lesquels la Communauté a passé des accords particuliers.

Par contre, la Communauté n'est pas près de manquer de viande. Sa production totale n'est que très légèrement inférieure à sa consommation; elle peut même se permettre d'exporter des porcs et des poulets. Les Néerlandais et les Danois élèvent deux à trois fois plus de cochons et de volailles que ne peuvent en consommer leurs populations.



Nor are milk and dairy products in short supply. Skimmed-milk powder, cheese, butter and eggs are all plentiful. For the first two products, Ireland's production is over five times its needs, while the level of self-sufficiency in the Netherlands and Denmark is also more than double. Only in Italy, and to some extent in Belgium and the United Kingdom, is there a domestic shortage.

The importance of trade with non-EC countries makes itself felt when it comes to fruit, where Europe's production is more than 20 per cent below its needs; only Italy grows more than its population eats.

But it is for vegetable fats, oils and seeds that the EC is most heavily dependent on foreign suppliers, who sell it between 80 and 95 per cent of its needs. Only Italy and France, which between them account for almost three quarters of EC production, are remotely capable of supplying their own needs for these products.

Les habitants de la C.E. peuvent se permettre d'être autant végétariens que carnivores. Tous les légumes qui se retrouvent sur leurs tables proviennent des neuf pays de la Communauté; quant aux pommes de terre, 4 pour cent seulement sont importées.

Du côté des produits laitiers, c'est l'abondance: lait écrémé en poudre, fromage, beurre, et oeufs également. Les Pays-Bas et le Danemark produisent deux fois plus de lait écrémé et de fromage qu'ils n'en mangent; l'Irlande, cinq fois plus. Ces trois pays peuvent donc compléter l'approvisionnement de l'Italie, où la production est insuffisante, de la Belgique et du Royaume-Uni, qui connaissent un léger déficit en ce domaine.

Mais la Communauté ne se suffit pas à elle-même pour tous les produits agricoles. Elle doit acheter des fruits à l'étranger car 80 pour cent seulement des fruits consommés poussent dans ses vergers. L'Italie est le seul pays membre à produire plus de fruits que n'en demande sa population.

C'est dans le domaine des huiles, des graisses végétales et des semences que la Communauté est la plus tributaire de ses importations, qui fournissent entre 80 et 95 pour cent de ses besoins. Dans ce secteur, même l'Italie et la France, dont la contribution représente les trois quarts de la production communautaire, peuvent à peine satisfaire leur demande interne.

## Farm/Factory Earnings Gap Narrows

Farmworkers' earnings are catching up with those of factory workers in the EC, a recent Commission study shows.

From 1976 to 1977 the growth of nominal earnings of permanent salaried farm workers was slightly faster than the growth of wages in industry in Germany and France, decidedly faster in Belgium and Denmark and slower in the Netherlands and the United Kingdom. Over a longer period, 1974-77, growth was often distinctly faster than in industry in all countries, except Germany.

## Le revenu des agriculteurs se rapproche de celui des ouvriers

Une récente étude de la Commission révèle qu'au sein de la C.E., les agriculteurs gagnent maintenant presque autant que les ouvriers.

De 1976 à 1977, la croissance des gains nominaux des agriculteurs salariés permanents a été légèrement plus rapide que celle des salaires dans les industries d'Allemagne et de France, beaucoup plus rapide en Belgique et au Danemark et plus lente aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Considérée sur une plus longue période, soit de 1974 à 1977, cette croissance a souvent été beaucoup plus rapide que celle dans les industries, et ce, dans tous les pays excepté l'Allemagne.

## EC A Major Donor Of Food Aid

With its member countries the EC is the largest donor of food aid at international level. The aid takes the form of donations of cereals, skimmed milk powder and butteroil.

The 1979 budget allows for 720,500 tonnes of cereals, 150,000 tonnes of skimmed milk powder and 45,000 tonnes of butteroil. Another 566,500 tonnes of grain will be provided by individual member states, in addition to the contribution of the Community *per se*, bringing total EC cereal aid to some 1,287,000 tonnes.

The EC's food aid programme seeks to raise nutrition standards, help in emer-

## Programme d'aide à l'alimentation

Avec ses pays membres, la C.E. constitue la plus importante source d'aide à l'alimentation sur le plan international. Cette aide est dispensée sous la forme de dons en céréales, poudre de lait écrémé et huile à beurre.

Le budget de 1979 prévoit 720,000 tonnes de céréales, 150,000 tonnes de poudre de lait écrémé et 45,000 tonnes d'huile à beurre. Certains pays membres fourniront 566,500 tonnes de grains en plus de la contribution de la Communauté *per se*, ce qui porte le total de l'aide fournie par la C.E. en céréales à quelque 1,287,000 tonnes.

Le programme de la C.E. pour l'aide à l'alimentation vise à relever les normes de

gencies, and contribute towards the economic development of recipient countries.

The Community has been particularly anxious to help the poorest developing countries: the main criteria it takes into account in allocating aid are the basic food needs of the recipient country, a *per capita* income below \$350 a year, and an adverse balance of payments.

## EC Aid For African Refugees

The EC Commission has given \$7.20 million to aid refugees in Southern Africa.

An estimated 100,000 refugees live in Botswana, Zambia, Lesotho, Swaziland and Tanzania, while many more have fled to Angola and Mozambique. Most of them have come from Zimbabwe (Rhodesia).

The Community contribution will finance nearly half a United Nations programme to set up health and educational facilities and construct access roads to the refugee camps. Farming equipment will also be supplied.

The large influx of refugees has worsened food shortages in the host countries, especially Zambia. The EC plans to send Zambia 6,000 tons of white maize; this would be in addition to earlier commitments to provide 10,000 tons of maize and 6,000 tons of wheat.



A region in Africa which will receive EC aid

Une région en Afrique qui bénéficiera de l'assistance de la C E

nutrition, à intervenir en cas d'urgence et à favoriser le développement économique des pays bénéficiaires.

La Communauté désire surtout aider les pays en développement particulièrement pauvres. Les principaux critères qu'elle applique pour son programme d'aide sont les suivants: besoins essentiels du pays bénéficiaire en matière d'alimentation, revenu *per capita* de moins de \$350 par an et balance des paiements déficitaire.

## La Communauté à l'aide des réfugiés africains

La Communauté européenne a accordé une aide financière de \$7.20 millions aux réfugiés d'Afrique australe.

On estime à 100 000 le nombre de réfugiés au Botswana, en Zambie, en Tanzanie, au Swaziland et au Lesotho. Ce nombre serait plus considérable encore en Angola et au Mozambique. La plupart de ces réfugiés viennent de Zimbabwe (Rhodésie).

La contribution communautaire constituera la moitié du programme d'aide des Nations Unies visant la mise en place d'infrastructures médicales et scolaires, ainsi que la construction de routes d'accès aux camps de réfugiés et la fourniture d'équipements agricoles.

L'afflux des réfugiés pose un sérieux problème de pénurie de vivres dans tous les pays d'accueil, mais surtout en Zambie. La Commission européenne accordera un supplément d'aide alimentaire à la Zambie totalisant 6 000 tonnes de maïs blanc, en complément aux 10 000 tonnes déjà prévues, ainsi que 6 000 tonnes de froment de blé.

## EC Opens French Magazines Market

An EC Commission antitrust probe has led to the opening of the market for newspapers and magazines in France.

Investigations by the Commission disclosed that Hachette and Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne had imposed exclusive distribution contracts on most French publishers for exports of French newspapers and periodicals to other EC countries, and on major publishing houses in other EC countries for exports of foreign newspapers and periodicals to France. This practice made it difficult, if not impossible, for other distributors to penetrate this market.

The distributors revised the agreements with their dealers by removing the total exclusivity clauses, so that publishers can now choose the titles they wish to distribute through the two firms and also decide on the areas in France or in other countries where they wish to distribute their publications through them. Also, Hachette no longer calculates the price of books to Belgian wholesalers so as to include the French value-added tax, which means that Belgian wholesalers are on an equal footing with French wholesalers.

## La C.E. ouvre le marché des revues en France

Une enquête anti-trust de la Commission de la C.E. a débouché sur l'ouverture, en France, du marché des journaux et des revues.

Les recherches entreprises par la Commission ont révélé que la maison Hachette et les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne avaient imposé des contrats de distribution exclusifs à la plupart des éditeurs français pour l'exportation, vers les autres pays de la C.E., de journaux et de revues provenant de France, de même qu'aux principales maisons d'édition des autres pays de la C.E. pour l'exportation de journaux et de périodiques étrangers vers la France. Il était donc devenu difficile, voire impossible, pour les autres distributeurs de pénétrer le marché.

Les distributeurs ont modifié les ententes qu'ils avaient conclues avec leurs concessionnaires en supprimant toutes les clauses d'exclusivité. Les éditeurs peuvent maintenant choisir les titres qu'ils désirent diffuser par l'entremise de ces deux sociétés, de même que les régions, en France et dans d'autres pays, où ils veulent que ces dernières s'occupent de distribuer leurs publications. Par ailleurs, Hachette n'inclut plus la taxe française sur la valeur ajoutée dans le prix des livres qu'elle distribue aux grossistes belges, si

The Commission is continuing to monitor the conditions of competition in the sale of books and newspapers in the Common Market.

bien que ceux-ci se trouvent désormais sur le même pied d'égalité que leurs homologues français.

La Commission continue de contrôler, au sein du Marché commun, la concurrence dans le secteur de la vente de livres et de journaux.

## Court Opens German Market To French Liquor

The EC Court of Justice has ruled that a member state may not bar imports of alcoholic beverages produced and marketed in another state just because they lack the minimum alcoholic content that domestic beverages must have.

In the Court's view such a requirement violates the Rome Treaty ban on quotas and similar measures.

Rewe, a large German food store chain, wanted to import *cassis de Dijon*, a French blackcurrant cordial with an alcohol content of 15-20 per cent. The German government refused an import licence because the product did not have the minimum alcohol content of 32 per cent that similar domestic products must have to be marketed in Germany. Rewe challenged the refusal, contending that the fixing of a minimum alcohol content had the effect of keeping well-known foreign brands away from the German market and of restricting the free movement of goods between member states.

The dispute was referred to the EC Court, which conceded that in the absence of a common organization for this type of beverage, EC member states retained the power to control its production and marketing. But it ruled that barriers to intra-EC trade that arose from different national legislation were not permissible unless they were necessary — for instance, in enforcing revenue rules or in protecting consumers.

The EC Court rejected the German government's argument that the low proof of *cassis de Dijon* might endanger public health because beverages with a low alcohol content were more readily accessible and their consumption might lead to greater tolerance of stronger liquor. Bonn based its argument on the Rome Treaty's provisions empowering member states to restrict imports to protect public health, among other things.

## Euroquote

"The Community's actions have been effective in the two areas where it has recently exerted itself: money, which is one of the principal causes of the crisis; and trade, which is essential for a continent whose prosperity depends on the growth of its exports . . ." Jean François-Poncet, French foreign minister, in *Le Monde*.

## Du cassis vendu outre-Rhin

La Cour de justice européenne a déclaré qu'un Etat membre ne peut interdire l'importation de boissons alcooliques qui sont produites et mise sur le marché dans un autre Etat pour la seule raison qu'il leur manque la teneur minimum en alcool requise pour les boissons de production domestique.

La Cour estime qu'une telle exigence enfreint le traité de Rome qui prohibe les quote-part et toutes mesures semblables.

La chaîne de magasins d'alimentation allemande Rewe a voulu importer de France une liqueur appelée "Cassis de Dijon" dont la teneur en alcool s'élève à 15-20 pour cent. Le gouvernement allemand a refusé d'octroyer un permis d'importation parce que la boisson ne contenait pas les 32 pour cent d'alcool exigés pour les produits allemands de même type. Rewe a mis en question ce refus prétextant que la régulation de la teneur minimum en alcool aurait l'effet d'entraver la commercialisation de produits étrangers en Allemagne et de restreindre la libre-circulation de marchandises entre Etats membres.

En rendant son arrêt sur le différend, la Cour de justice a reconnu qu'en l'absence d'une organisation commune compétente en la matière, le pouvoir de contrôler la production et le marketing reste avec les Etats membres de la C.E. Toutefois la Cour a déclaré que les entraves au commerce intra-communautaire résultant des différentes législations nationales ne sont permises que dans les cas où elles sont nécessaires, par exemple, pour l'application des régimes fiscaux ou pour la protection des consommateurs.

La Cour a également rejeté la thèse allemande selon laquelle la teneur basse en alcool du *cassis de Dijon* pourrait nuire à la santé publique parce que les spiritueux à faible teneur d'alcool seraient plus accessibles et que leur consommation conduirait à une plus grande tolérance de boissons fort alcoolisées. Bonn avait cherché à justifier cette thèse sur la base du Traité de Rome qui prévoit la restriction du commerce par les Etats membres, entre autres pour des fins de protection de la santé publique.

## En Bref

"L'action de la Communauté a été efficace dans les deux domaines où elle s'est récemment exercée: le domaine de la monnaie, qui est une des causes principales de la crise; le domaine commercial, essentiel pour un continent dont la prospérité repose sur le développement de ses exportations . . ." M. Jean François-Poncet, ministre français des Affaires étrangères, dans *Le Monde*.

## Commission Moves On Equal Pay

The EC Commission has opened legal proceedings against seven member states over equal pay and job opportunities for women.

The proceedings concern two EC directives on the subject which EC governments adopted in 1975 and 1976 respectively. The Commission says the seven governments have failed to incorporate the directives fully in their national laws, and is giving them 60 days to explain why.

Should their answers prove unsatisfactory, the matter could be referred to the EC Court.

Only Ireland and Italy have passed laws fully in accordance with the directives. Most of the other member states have passed laws on the subject of equal rights for women but, the Commission claims, these contain some large loopholes.

Although pay discrimination is illegal in all EC countries, Belgium, France and Luxembourg for example, grant public officials living allowances and travel vouchers if they are "head of the household". This almost invariably means a man.

## Japanese Win In EC Court

The European Court of Justice has ruled in favour of five Japanese bearing companies which had contested an EC anti-dumping levy.

The Court said the EC Council of Ministers was wrong to impose an estimated \$5 million in levies, even though they were subsequently suspended, when the Japanese companies had already agreed to raise their prices by 20 per cent.

## Belgium Joins Airbus Group

Belgium in May joined the European aircraft consortium which builds the new A310 Airbus 200-seat airliner.

The Belgian aviation industry has formed a new company called Belairbus to participate in the A310 programme, whose development will cost over \$1 billion.

The A310, a rival to Boeing's new 757 and 767 airliners, goes into commercial service in 1983.

Belairbus will make the moving parts of the A310's wings, the slats, slat tracks and certain flaps.

## L'égalité entre hommes et femmes: procédures d'infraction

La Commission de la C.E. a décidé d'engager des procédures légales contre les sept Etats membres en état d'infraction aux directives mettant en oeuvre le principe de l'égalité entre hommes et femmes au travail.

Les procédures concernent deux directives de la C.E. adoptées par les gouvernements des Etats membres en 1975 et 1976. La Commission a déclaré que les sept gouvernements en question avaient manqué d'incorporer pleinement ces nouvelles directives dans leurs lois nationales, et leur a donné un délai de soixante jours pour en expliquer les raisons.

Dans le cas de réponse non satisfaisante, la Commission pourrait en saisir la Cour de justice.

A l'exception de l'Irlande et de l'Italie, qui se sont conformées adéquatement aux directives, la plupart des autres Etats membres ont effectivement adopté des projets de loi sur la question de l'égalité des droits au travail entre hommes et femmes, mais la Commission croit que ces lois ne couvrent pas entièrement le sujet.

Bien que la discrimination au niveau du traitement salarial est illégale dans tous les pays de la Communauté européenne, certains pays, dont la Belgique, la France et le Luxembourg permettent l'attribution d'allocations dites "de chef de famille" ou de "indemnités de logement" à leurs fonctionnaires, ce qui revient presque invariablement à favoriser les employés de sexe masculin.

## Les Japonais l'emportent à la Cour de justice

La Cour de justice européenne s'est prononcée en faveur de cinq fabricants japonais de roulements à bille qui s'étaient opposés à un prélèvement anti-dumping de la C.E.

Selon la Cour, le Conseil des ministres de la C.E. n'aurait pas dû imposer près de \$5 millions en prélèvements, même s'ils ont été suspendus par la suite, les entreprises japonaises ayant déjà accepté de relever leurs prix de 20 pour cent.

## La Belgique rentre dans le groupe Airbus

Au mois de mai, la Belgique s'est jointe au consortium européen qui construit le nouvel Airbus A310 d'une capacité de 200 passagers.

L'industrie belge de l'aviation a formé une nouvelle société, la Belairbus, qui participera au programme A310 dont la mise au point coûtera plus de \$1 milliard.

L'A310, qui fait concurrence aux nouveaux Boeing 757 et 767, entrera dans le circuit commercial en 1983.

Belairbus construira les parties mobiles de la voilure de l'Airbus 310, de même que le bec de bord d'attaque, les rails de guidage et certains volets.

Six European nations are now participating in the Airbus Industries' aircraft programmes, including the 250-seat Airbus A300 and the smaller A310. Four of them are full partners: Aérospatiale in France (37.9 per cent), Deutsche Airbus (grouping Messerschmitt-Bölkow-Blohm and VFW-Fokker) (37.9 per cent), British Aerospace (20 per cent), and Spain's Construcciones Aeronautica (4.2 per cent).

The Dutch manufacturer Fokker-VFW and the Belgian Belairbus are both Airbus Industrie associates.

Belairbus's work on the A310 will represent approximately two per cent of both the total production work of the airframe and of the development costs.

In the past month, Air France, Brazil's Cruzeiro airline, and Air Afrique have all added their names to the growing list of Airbus customers.

Total orders now stand at 325 planes.

Six entreprises européennes participent actuellement aux programmes de mise au point des Airbus, dont le modèle A300 de 250 places et sa version plus petite, l'A310. Quatre d'entre-elles sont partenaires à part entière: Aérospatiale de France (37.9 pour cent), Deutsche Airbus (formée de Messerschmitt-Bölkow-Blohm et VFW-Fokker) (37.9 pour cent), British Aerospace (20 pour cent) et Construcciones Aeronautica d'Espagne (4.2 pour cent).

Le constructeur hollandais Fokker-VFW et Belairbus de Belgique sont tous deux associés aux industries Airbus.

Les travaux entrepris par Belairbus sur le modèle A310 représenteront environ deux pour cent de la production totale de la cellule et des coûts de mise au point.

Au cours du mois dernier, les compagnies aériennes Air France, Cruzeiro du Brésil et Air Afrique ont ajouté leurs noms à la liste toujours grandissante des acheteurs éventuels de l'avion Airbus.

Le nombre d'avions commandés s'élève actuellement à 325.

## Parliament And Ministers Reach Budget Compromise

The dispute between the European Parliament and the Council of Ministers over the EC's 1979 budget has been resolved.

The dispute ended with Parliament's adoption of a supplementary budget which the Commission had put forward. The EC will dispose over \$1.5 billion for the Regional Fund this year. An additional \$300 million are available for interest subsidies introduced with the European Monetary System.

Several MPs hailed the compromise as a victory for the Parliament in its first real test of strength.

## Le Parlement et les ministres s'entendent sur le budget

Le Parlement européen et le Conseil des ministres sont finalement parvenus à un compromis sur le budget de la C.E. pour 1979.

Le différend s'est réglé lorsque le Parlement a adopté un budget supplémentaire présenté par la Commission. Cette année, la C.E. disposera de \$1.5 milliard pour le fonds régional, et de \$300 millions de plus au chapitre des subsides d'intérêt introduits avec le Système monétaire européen.

Pour nombre de députés, ce compromis marque une victoire du Parlement dans sa première épreuve de force.

## EC In Print

The following publications are available free of charge, from the European Community Information Service, 350 Sparks Street, Suite 1110, Ottawa, Ontario K1R 7S8:

The European Economic Community and Changes in the International Division of Labour. Directorate-General for Development. January 1979.

The European Community and the Countries of the EFTA. Europe Information, External Relations, 15/79.

A Great Father of Europe Is Dead. NR (79) 11.

EC Moves To Reduce Its Energy Dependence. NR (79) 13.

EC-Canada Talks Held In Brussels. NR (79) 14.

A Guide Through The EC's "Green Jungle". NR (79) 15.

## C.E. Publications

Les publications suivantes de la C.E. sont disponibles gratuitement au Bureau d'information de la Communauté européenne, 350 rue Sparks, suite 1110, Ottawa, Ontario K1R 7S8:

La Communauté économique européenne devant les changements dans la division internationale du travail. Direction générale pour le développement. Janvier 1979.

La Communauté européenne et les pays de l'A.E.L.E. Europe Information, Relations extérieures, 15/79.

Un père prestigieux de l'Europe est mort. NR (79) 12.

La C.E. veut diminuer sa dépendance énergétique. NR (79) 13.

Entretiens entre la C.E. et le Canada à Bruxelles. NR (79) 14.

Guide du système "agro-monnaire" de la C.E. NR (79) 15.

